



Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie portant sur la création d'une place de marché commune aux zones GRTgaz Sud et TIGF au 1er avril 2015

eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique portant sur la réalisation d'une place de marché unique dans le sud de la France au 1^{er} avril 2015.

De manière générale eni se réjouit de l'imminente création d'un PEG unique dans le Sud de la France. Cette démarche s'inscrit dans processus d'amélioration de la structure contractuelle d'accès aux réseaux de transport et de l'organisation du marché de gros français visant à la création d'une seule place de marché en France à l'horizon 2018. eni partage également le choix du modèle de la *Trading Region* qui permet de surmonter les difficultés de « gouvernance » dues à la présence de deux zones d'équilibrage opérées par deux GRT.

En ce sens, afin que la création d'une seule place de marché se traduise concrètement en une amélioration du fonctionnement des marchés, le nouveau système devrait s'inspirer à la plus grande simplicité opérationnelle possible pour les expéditeurs et viser à une progressive convergence des règles de fonctionnement du marché en vue de la cible de 2018.

En ce qui concerne les propositions des GRT eni partage en large partie l'analyse présentée par la CRE.

Question 1: Avez-vous des remarques sur les règles de gestion du PEG proposées par les GRT?

Eni partage l'analyse de la CRE concernant les règles de fonctionnement et de gestion du PRG commun et ne s'oppose pas à ce que GRTgaz soit chargé de la gestion du PEG commun.

L'accès au PEG commun devra être assuré aux mêmes conditions de la part de GRTgaz et TIGF et la clé de répartition des revenus des deux GRT devra être claire et transparente.

Question 2: Etes-vous favorable à la mise en œuvre de la variante 1 proposée par les GRT pour la création du PEG commun aux zones GRTgaz Sud et TIGF ?

eni n'est pas favorable à la « Variante 1 » proposée par les GRT pour la mise en place du PEG commun.

La Variante 1 présente, à notre avis, plusieurs désavantages :

- Elle n'apporte pas de simplification opérationnelle. Comme la CRE le souligne dans son analyse, elle est dans son fonctionnement très proche de la situation présente..
- Elle introduit la notion de « déséquilibre de programmation » ce qui comporte pour les expéditeurs des coûts et des risques additionnels.. Le déséquilibre de programmation tel qu'il est calculé n'a pas de lien avec les réels niveaux de consommation et introduit un risque important de déséquilibre en cas d'interruption sur un point d'entrée ou de sortie ;

- Contraindre les renominations aux point notionnel de consommation en augmentant ultérieurement les risques que l'expéditeur supporte.

Toutefois **eni** partage l'avis positif de la CRE sur le service de netting commercial entre les deux GRT qui s'appliquerait à cette variante.

Eni souhaite également rappeler qu'il est essentiel, indépendamment de la variante qui sera appliquée, que les informations concernant les allocations aux points de livraison, sur lesquelles est basé le calcul du déséquilibre contractuel, soient fréquemment détaillées et précises, afin de minimiser les risques financiers supportés par les expéditeurs.

Question 3: Etes-vous favorable à la mise en œuvre de la variante 2 proposée par les GRT pour la création du PEG commun aux zones GRTgaz Sud et TIGF ?

Eni préfère la mise en œuvre de la Variante 2 pour la création du PEG commun et partage, en large partie, l'analyse de la CRE.

L'avantage principal de la Variante 1 est la simplification du point de vue opérationnel pour les expéditeurs.

Le risque principal que toutefois nous apercevons dans la Variante 2 concerne le fait que le déséquilibre de chaque expéditeur soit lié aux prévisions des GRT et sur la clé de répartition sur base journalière, sans possibilités d'optimisations de moyen terme.

Question 4: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la clé de répartition spécifique à chaque expéditeur pour répartir les déséquilibres journaliers entre les deux zones de consommation dans la variante 2 ? Si ce n'est pas le cas, avez-vous d'autres propositions ?

Eni partage les soucis exprimés par la CRE concernant une clé de répartition 50/50 et la proposition d'une clé de répartition spécifique à chaque expéditeur pour la répartition des déséquilibres journaliers entre les deux zones.

La méthode de calcul de cette clé de répartition devra être transparente et assurer le plus possible le lien entre la situation contractuelle et la situation physique.

Question 6: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la gestion des restrictions de capacité à l'interface entre les zones GRTgaz Sud et TIGF ? Si ce n'est pas le cas, avez-vous d'autres propositions ?

Eni souhaite que la solution à mettre en place pour la gestion des impacts des maintenances sur l'interface entre les deux zones devrait faire l'objet d'ultérieures analyses et discussions en Concertation Gaz.